



FACE AUX ATTAQUES TOUS AZIMUTS DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT CONTRE LE SALARIAT, UNE RIPOSTE INTERPROFESSIONNELLE D'AMPLEUR S'IMPOSE

Nantes, le 3 décembre 2024

Le département de Loire-Atlantique est particulièrement impacté par la multiplication des plans de licenciement qui touchent toute la France, menaçant au bas mot 300 000 emplois.

Cela est d'autant plus intolérable que ces mêmes entreprises bénéficient de millions d'euros d'argent public et engendrent des profits records, tandis que les salaires n'ont pas été augmentés à hauteur de l'inflation.

Dans le même temps, la direction d'EDF, avec l'aval du gouvernement, a annoncé la fermeture définitive de la centrale de Cordemais, menaçant à son tour plus de 1 000 emplois directs et indirects.

Dans un contexte de marche à la guerre généralisée, les 413 milliards d'euros de budget militaire (loi de programmation 2024-2030) se traduisent par une remise en cause sans précédent des statuts de la Fonction publique (3 jours de carence, baisse de 10 % de l'indemnisation des congés maladie...) et le démantèlement des services publics eux-mêmes, en particulier l'Hôpital, pourtant à l'os.

Le projet de budget austéritaire – 100 millions d'euros de coupes budgétaires contre la Culture et les associations, contre le Planning familial et les Missions locales, contre les fonctionnaires (100 postes supprimés) – établi avec zèle par la présidente de Région des Pays de la Loire, Christelle Morançais, en est également une expression concrète.

Alors que le gouvernement Macron-Barnier veut imposer par un nouveau 49-3 un budget d'une brutalité inouïe (60 milliards de coupes), dont tou.te.s les travailleur.se.s – du privé comme du public – seront les premières victimes, une riposte interprofessionnelle d'ampleur s'impose. La censure du gouvernement, si elle est effective, doit aboutir à une politique qui réponde enfin aux intérêts des travailleur.se.s !

Le 5 décembre prochain, une journée de grève a été appelée dans la Fonction publique, à France Travail et dans l'Énergie, rejointe par les travailleur.se.s de la culture. D'autres secteurs suivront dès le 10 décembre, notamment les ports et docks, les cheminot.e.s mobilisé.e.s contre la privatisation du Fret SNCF, en grève illimitée à compter du 11 décembre au soir.

La multiplication des grèves les 10, 11 et 12 décembre, et peut être avant, est d'ores et déjà posée, avec des perspectives de reconduction.

Comme nombre de salarié.e.s, nos Unions départementales sont conscientes qu'une seule journée d'action, même massive, ne suffira pas à faire reculer le gouvernement, qui ne tient pourtant qu'à un fil.

De la même manière, la succession des journées de grève, secteur par secteur, ne peut être qu'une première étape vers un mouvement plus durable pour être à la hauteur de la gravité de la situation.

Nous appelons l'ensemble des salarié.e.s à se réunir sur tous les lieux de travail, dans l'unité syndicale partout où c'est possible, pour établir leurs revendications, préparer la grève et sa reconduction. C'est tou.te.s ensemble, en même temps, qu'il faut se mobiliser, par la grève et les blocages de l'économie, pour gagner :

- ❖ **Abrogation de la réforme des retraites ;**
- ❖ **Défense des emplois, abandon des plans de licenciements (Auchan, EDF Cordemais, General Electric, Saunier Duval, etc.) ;**
- ❖ **Augmentation générale des salaires, traitements et pensions avec indexation sur l'inflation ;**
- ❖ **Abandon du projet de budget austéritaire Macron-Barnier et de celui de Morançais, ainsi que de toutes les mesures gouvernementales contre les agents et les services publics...**

**SOUTIEN À TOUS LES SECTEURS EN GRÈVE
NOTAMMENT LES 5, 10, 11, 12 DÉCEMBRE ET APRÈS
ET CONVERGEONS LE 12 DÉCEMBRE À 10H30 DEVANT LA PRÉFECTURE DE NANTES**